Extrait du Le Vénissian

https://levenissian.fr/Tenir-sa-langue-pour-ne-pas-etre

Tenir sa langue pour ne pas être réduit au silence

- Idées -

Date de mise en ligne : mercredi 26 août 2009

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Article de Georges Gastaud, paru dans le mensuel Bastille République Nation *

Une guerre semble déclarée au français par l'intrusion larvée mais massive de l'anglais - ou d'un sous-anglais - dans tous les domaines de la vie sociale, notamment dans le monde de l'entreprise. Cette tendance n'est pas innocente : elle tend à marginaliser une large part de la population, qui pourrait devenir étrangère dans son propre pays. Le phénomène n'est pas propre à la France, et vise à déposséder les peuples de leur propre vison du monde, inséparable de la langue.

La caste financière qui domine notre pays planifie-t-elle le basculement de la France vers le « tout-anglais » pour les, voire pour la, prochaine(s) décennie(s) ? Cette perspective, pour incroyable qu'elle puisse paraître, pourrait être étayée par de nombreux exemples.

Ainsi, sur TF1, on ne compte plus les écrans publicitaires qui s'affichent en anglais, dans la totale indifférence du CSA. La représentante française a chanté en anglais lors de l'eurovision 2008 sans qu'on ne s'en émeuve en haut lieu. Les supermarchés Atac sont rebaptisés Simply Markets (« be happy, be simply » !), Champion devient Carrefour Market pendant que les villes se couvrent d'enseignes en franglish. Berceau de notre littérature, le Val-de-Loire se voit renommé Loire Valley. Les ex-services publics se lâchent : pour vanter le Livret A, la Poste proclame I love L.A., pendant que la SNCF lance ses Family TGV. Sans le veto d'un préfet courageux, l'aéroport Lyon Saint-Exupéry serait déjà Lyon Airports...

Le phénomène est plus flagrant encore dans les entreprises. Chez Toyota, les production operators de chaîne obéissent aux Team managers ; des syndicats de base CGT, CFTC, CGC et UNSA regroupés en Intersyndicale en sont à revendiquer le droit des salariés à travailler en français en France. Quant aux ouvriers de Continental, ils ont appris en anglais leur licenciement collectif.

Des grands groupes n'hésitent plus à rechercher des cadres « english mother language », sans que la dite « Haute autorité », censée sévir contre les discriminations, ne pointe cette véritable préférence nationale à l'envers. Les Français qui suent pour apprendre le Wall Street English vanté dans les rames du métro ne feront pas longtemps le poids face aux anglo-« natifs ».

Les médias ne sont pas en reste, où déferlent les américanismes (du « Morning » au Mouv' en passant par le « crumble » de France-Inter...). Alors qu'existent les termes français, le média-formatage des cerveaux substitue systématiquement challenge à défi et « meïl » à courriel. On n'en est plus aux traditionnels emprunts d'une langue à une autre quand la gent branchée préfère la positive attitude à l'« attitude positive » et dit plus spontanément yes ! que oui.

Au point que le philosophe Michel Serres - peu soupçonnable de dérives « franchouillardes » - s'indigne : « il y a plus d'anglais aujourd'hui sur les murs de Paris qu'il n'y avait d'allemand sous l'Occupation ». Et Hubert Védrine enchérit : « peut-être le français survivra-t-il à tout cela ; peut-être pas... ».

Dans ce contexte, il n'est sans doute pas excessif d'évoquer un plan totalitaire d'anglophonisation de la France, dont les chefs d'orchestre paraissent de moins en moins clandestins. A commencer par les gouvernements anglais et américain qui, depuis 1945, poussés par leurs firmes transnationales, investissent d'énormes sommes pour anglophoniser la planète, comme le révèle le linguiste Claude Hagège [1] . Ensuite, l'Union européenne dont 80% des textes sont, très illégalement, exclusivement rédigés en anglais [2].

L'état-major patronal européen bat la mesure : « les présidents des quarante-six plus grandes sociétés du continent ont obtenu que tous les documents des États candidats à l'intégration dans l'UE soient exclusivement rédigés en anglais », écrivait déjà Hagège en 2006 (1). Le congrès du MEDEF vient d'adopter pour devise : « Ready for the

future ! » (« prêt pour l'avenir »).

Dans un registre plus institutionnel, et avec de lourdes conséquences, la France a finalement ratifié le protocole de Londres, ouvrant la voie au monopole de fait de l'anglais sur les brevets (cf. BRN n°34 du 27/11/07).
On se souvient qu'Ernest-Antoine Seillière, appelé à intervenir en 2003 devant le Conseil européen, annonça qu'en tant que président de la confédération patronale européenne Business-Europe, il s'exprimerait en « anglais, la langue des affaires et de l'entreprise ». Quant au président de la banque centrale européenne (BCE), il déclarait devant les eurodéputés lors de sa prise de fonction : « I am not a Frenchman ! ».

Dans ce qui s'apparente à une dénationalisation de la langue et des cerveaux, le français est en quelque sorte relégué au rang de langue domestique - le terme est ici littéralement approprié. Car pour dissoudre notre pays dans « l'économie de marché ouverte sur le monde », et pour tenter de désarmer et diviser les résistances populaires, les maîtres du CAC 40 ont entrepris d'effacer ce repère essentiel dont dispose notre peuple pour s'unir et s'identifier : sa langue. Après avoir criminalisé l'héritage révolutionnaire du monde du travail, la Francheurope d'en haut serait ravie d'araser le « mauvais esprit » de ces écrivains frondeurs que furent Villon et Rabelais, Molière et Descartes, Diderot et Rousseau, Aragon et Éluard, Césaire et Fanon...

À Paris, dans les allées du pouvoir, on montre l'exemple. Ainsi Christine Lagarde ne se cache pas de « manager » Bercy en anglais. Valérie Pécresse, lauréate du Prix de la Carpette anglaise, promeut avec acharnement l'anglophonisation de l'Université en violation de la Constitution qui fait du français la langue officielle de la République. Xavier Darcos impose de fait l'anglais à tous les enfants du primaire sous couvert de l'apprentissage précoce d'une langue étrangère ; mais pourquoi pas l'allemand, l'espagnol, l'italien, ne serait-ce que dans les régions frontalières ?

Quant au chef de l'État, il vient de s'illustrer en inaugurant la nouvelle base militaire d'Abu Dhabi : devant les caméras de la télévision française, c'est en anglais qu'il interrogea l'officier français charger de le « briefer » sur la disposition des forces... Le même avait semé la consternation au Québec par ses déclarations peu avant l'ouverture du sommet de la Francophonie.

Dépossession d'une vision du monde

A ce rythme, combien de temps faudra-t-il pour que la langue du Discours de la méthode et de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen devienne à Paris ce qu'est devenu le gaélique à Dublin ? De même, combien de temps pour transformer ces langues de haute culture que sont l'allemand ou l'italien en jargons bredouillés par des « indigènes » inaptes à l'« employabilité mondiale » ? Au-delà de l'indéniable enjeu national, la cause du français s'articule donc de manière internationaliste à la défense de toutes les langues contre ceux qui veulent déposséder les peuples de leurs concepts, de leur manière de penser, et, au fond, de leur vision du monde.

Car à pensée - impériale - unique, sabir unique. Et tant pis si la classe ouvrière francophone (et a fortiori sa composante immigrée) devient étrangère dans son pays. L'« élite » planétaire américano-formatée se dote ainsi d'une arme linguistique de destruction massive lui permettant d'atomiser psychologiquement la nouvelle plèbe mondiale, vouée à « anglo-baragouiner » sous l'oeil méprisant des nouveaux seigneurs. Une telle perspective n'a pas de quoi émouvoir Dominique Strauss-Kahn (FMI) ou Pascal Lamy (OMC), les socialistes français qui pilotent la mondialisation ; ni d'ailleurs Martine Aubry ou Ségolène Royal, dont les euro-retrouvailles lors du rassemblement électoral près de Nantes se sont récemment tenues sous une banderole proclamant fièrement first the people ! [3]

De leur côté, François Chérèque et Bernard Thibault ont accepté que la seule langue de référence de la

Copyright © Le Vénissian

Confédération Syndicale Internationale (CSI) soit l'anglais. Un choix d'autant plus paradoxal que le français est langue officielle du Bureau International du Travail (BIT). De même, l'ensemble des syndicats français affiliés (CGT, CFDT, FO) ou candidats (FSU) à la Confédération Européenne des Syndicats (CES) promeut-il sans états d'âme le « nouveau deal européen » prôné par cette dernière (lire p. 13). Un glissement linguistique qui traduit un basculement conceptuel : substituer la culture du marchandage à la tradition syndicale française fondée sur la solidarité de classe [4].

Que dire de la LCR-NPA, dont le journal djeun' se nomme Red (« Rouge »). Il faudrait également évoquer ces députés PS, UDF et PCF qui entendaient mettre constitutionnellement à égalité le français et les langues régionales... ouvrant ainsi la voie à la ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires voulue par l'UMP. Qui connaît l'origine de cette Charte et l'esprit de ses initiateurs ne peut guère en douter : l'arrière-plan n'est autre que l'euro-régionalisation de la République sur des bases ethno-linguistiques. Entre l'anglais « global » et la langue régionale, le français n'a qu'à bien se tenir...

C'est donc en réalité toutes les langues du monde qu'il conviendrait de protéger du tout-globish. Y compris celle de Shakespeare et de Shelley, menacée au premier chef d'un « ajustement structurel » bien peu littéraire par « Business Europe » et consorts. La tâche est immense, mais les forces ne manquent pas pour y contribuer.

GEORGES GASTAUD (*)

(*) Georges Gastaud, professeur de philosophie, fait partie d'un collectif qui a récemment fondé le COURRIEL (Collectif Unitaire Républicain pour la Résistance, l'Initiative et l'Émancipation Linguistique), association ouvertement « progressiste et anti-impérialiste, liant la résistance linguistique au combat social et civique des travailleurs ». Le collectif a pour présidents le député honoraire Georges Hage et l'ancien Résistant Léon Landini (FTP-MOI). Site Internet : http://www.defenselanguefrancaise.org/5.html

---

[1] Combat pour le français, Odile Jacob, 2006

[2] Ainsi l'office européen des statistiques vient-il de passer au tout-anglais en abandonnant l'allemand et le français sans un mot de protestation de Berlin ou Paris...

[3] dont on ne sait s'il faut traduire « le peuple d'abord », ou bien « les gens d'abord »...

[4] Le français parlerait de « compromis », ce qui suppose au moins la construction préalable d'un rapport des forces entre classes sociales. L'anglais dit « deal », on est dans le vocabulaire des joueurs de poker, du monde des affaires, ou du commerce de stupéfiants...

Copyright © Le Vénissian